

CONTENU DU COURS

ECONOMIE INTERNATIONALE

PR. NABIL JEDLANE

- Introduction Générale
- Chapitre introductif : les notions de base de l'économie internationale
- Chapitre I : Institutions restructurant les relations internationales
- Chapitre II : La balance des paiements et la position financière extérieure globale
- Chapitre III : Blocs régionaux
- Chapitre IV : Théories de l'échange international
- Chapitre V : Régimes et taux de change
- Conclusion Générale

Introduction Générale

L'économie internationale : une dimension mondiale ou internationale à l'analyse microéconomique et macroéconomique

L'économie internationale ?

MAXIMISER LEUR BIEN-ÊTRE PAR DES INTERACTIONS, DES ÉCHANGES ET CONTACTS LES PLUS DIVERS

Les fondements des relations économiques et commerciales avantageuses :

Des différences entre les aspirations, entre les ressources humaines, en capital, et en ressources naturelles, des différences de technologie, de culture, des différences entre les systèmes politiques et sociaux et dans d'autres domaines.

$$\begin{aligned}
 &\text{Economie internationale} = \\
 &\text{Commerce international} \\
 &\quad + \\
 &\text{Finance Internationale}
 \end{aligned}$$

Le commerce international
=
division du travail qui s'opère à l'échelle mondiale.

L'échange international est une nécessité
Aucune nation à l'heure actuelle, ne peut vivre en autarcie.
Aucune économie, non plus, ne peut se suffire à elle-même.

Chaque pays = Spécialisation(s)

Pays en développement

=
Matières premières et des biens à grande teneur de
facteur travail

Pays développés

=
Produits industriels et des services à grande teneur de
facteur technologique et du facteur capital.

La répartition des différentes spécialisations

La DIT ou la NDIT

→ NOUVEAU

DIT n'est jamais définitive malgré le fait que la spécialisation reste
amplement dichotomique :

↓
division internationale

exemple 1 : les deux chocs pétroliers en
1973 et 1979 (le prix du pétrole multiplié par 4)

↑ Prix du pétrole → ↑ des réserves de change des
pays producteurs → afin de recevoir la devise il
faut convertir en monnaie internationale → ↑ de la monnaie
→ ↓ Taux d'intérêt → ↑ d'Int's → Change → ?
→ ↑ D'oc → l'inflation

(penser à une structure pour faire face à cela)
- Une partie des réserves consacrée à l'étranger
- Pour les pays importateurs (avoir crédits auprès
payeurs de fonds)

Chapitre introductif : les notions de
base de l'économie internationale

L'économie internationale est une
discipline qui cherche à étudier
l'ensemble des relations économiques,
commerciales et financières à une
échelle supranationale.

1. L'internationalisation
2. La mondialisation



Marché

L'internationalisation est un processus qui caractérise le développement des relations économiques internationales entre les nations.

⇒ différence : Internationalisation et mondialisation
... au processus de l'internationalisation s'ajoute l'intégration économique mondiale et la ~~mobilité~~ mobilité parfaite des capitaux ainsi qu'une concurrence accrue entre les firmes et les nations pour expliquer la notion de la mondialisation (un seul marché mondial)

3. La globalisation financière

La multiplication des crises financières en Asie et en Amérique Latine oblige un réexamen critique des effets de la globalisation financière, en particulier pour les pays émergents. On peut d'abord considérer que ces crises sont la conséquence d'un processus d'intégration trop rapide et qui a oublié que la finance est le lieu privilégié des défaillances de marché, conduisant à des prises de risques et une instabilité excessives. Dans ce cas, la globalisation financière devrait s'accompagner d'une réglementation plus forte de la prise de risque des institutions financières.

⇒ différence globalisation fin vs Internationalisation fin
la 1^{ère} concerne la mise en place d'un marché unifié de l'argent au niveau planétaire tandis la deuxième concerne le développement de relations financières (prêts, emprunts) entre différentes nations.

Sur les marchés internationaux se déterminent les prix des biens et services par la confrontation des offres et des demandes. Pour la plupart des marchés internationaux, entre autres, de matières premières, du pétrole, du café, du cacao, etc., le prix est le résultat des enchères faites par les demandeurs. Le pouvoir de négociation, des grandes firmes, influe sur le niveau des prix.

On distingue, au sein des marchés internationaux, les marchés de matières premières, le marché de l'énergie, les marchés des produits agricoles (le marché des céréales, le marché des épices, le marché du café, ...), les marchés des produits industriels, le marché de la technologie, le marché du travail et les marchés de capitaux.

2. La mondialisation

La mondialisation peut être définie comme une intégration économique à l'échelle mondiale qui va au-delà de l'internationalisation des échanges de marchandises, de services ou de capitaux et qui se caractérise par une mobilité parfaite des capitaux et par une concurrence accrue entre les firmes, les États et les groupes d'États (les blocs économiques régionaux).

exemple ex (Taux de couverture) / impôt
en Maroc le a dépassé 50%, ce est toujours déficitaire, car la production nationale ne satisfait pas la demande.

exemple de location des E^{ss} (domage)
Avec la concurrence asiatique, Renault s'installe au Maroc (reduire les dep)

4. Les marchés internationaux

exemple crise 1929 sur production
→ déflation / baisse des prix et ta d'impl offre excédente à la D^{nc}, donc les produ vendat avec perte par rapport au coût de production.

C's Solution
Reyns crée une demande artificielle qui consistait à créer des postes de w et distribuer les revenus.

Le système monétaire et financier international (SMI)

Ensemble des règles et mécanismes et des institutions visant l'organisation et le contrôle des échanges monétaires entre les pays.

Le SMI a été fondé juste après la seconde guerre mondiale. Les accords de Bretton-woods constituent l'ossature de ce fameux système donnant lieu à deux organismes internationaux que sont le FMI (le fonds monétaire international) et la banque mondiale.

Le SMI s'est basé pour définir les modes de paiement quant aux échanges internationaux sur le dollar et le régime de change adopté dès lors était fondé sur le taux de change fixe. De même, un système basé sur la convertibilité or-monnaie était le soubassement à toute politique monétaire et à la maîtrise de la progression des agrégats monétaires.

- Néanmoins, ce régime de convertibilité en or a été abandonné par les États-unis en 1971 (décision de la FED pendant le mandat de Nixon), suivis par d'autres pays et la norme de progression de la masse monétaire était désormais basée sur la progression du PIB. De même, le régime de fixité des changes a été remplacé par le système de change flottant en 1973

Au cours de la conférence de Bretton-Woods, conformément à la situation économique où ils se trouvaient, les anglais, conduits par Keynes, envisageaient une agence internationale qui prêterait de la monnaie fiduciaire.

Pour les anglais, une agence monétaire centrale permettrait l'expansion commerciale et la stabilité des taux de change grâce à la création d'une nouvelle monnaie, acceptée par la communauté internationale.

Keynes proposait une union de compensation, qui émettrait un actif nouvellement créé, le « bancor », chaque fois qu'une nation aurait besoin d'un prêt en raison de la situation de sa balance des paiements. Les bancors seraient utilisés pour régler les dettes entre les nations créancières et débitrices, ce qui favoriserait la stabilité des taux de change et préviendrait le recours à des pratiques nationales restrictives qui pourraient menacer le commerce mondial.

La monnaie internationale

Plan Keynes
 Plan White : pour créer le dollar il faut l'or (contrepartie) et pour créer une autre devise il faut du dollar
 ↓
 Système de change flottant

Le plan britannique n'a pas été accepté par les États-unis, à cause ses prétendus effets inflationnistes et des effets qu'il pourrait avoir sur la position économique internationale des États-unis.

Les réserves internationales et la surveillance du système monétaire international

Harry White, du ministère du Trésor américain, proposa à la place de l'idée de Keynes un système plus conservateur. Ce plan, grâce à la forte position de négociation des États-unis, fut finalement proposé et accepté à Bretton-Woods.

abilité en 1971

Lorsqu'il s'agit d'apprécier les risques, les dirigeants et investisseurs internationaux considèrent les réserves financières d'une nation comme mesure de sa puissance. Les monnaies fortes sont généralement très demandées et couvertes par des réserves substantielles ainsi que par une vigueur économique d'ensemble, alors que les monnaies faibles ne présentent pas les mêmes avantages.

Les réserves financières comprennent d'habitude des dollars des États-Unis, d'autres devises-clés, les droits de tirage spéciaux^[1] (DTS) émis par le FMI, et l'or. Au cours des dernières années, la politique officielle du FMI a consisté à amoindrir le rôle de l'or, jugé une devise très inflexible par rapport à la dynamique des besoins économiques et monétaires mondiaux, mais l'utilisation de l'or persiste. Les DTS ont une valeur basée sur un panier de monnaies et sont attribués, de temps à autre, aux pays membres du FMI dont les allocations sont destinées à fournir des liquidités supplémentaires au système monétaire international. Mais les DTS ne servent en fait qu'à des opérations entre gouvernements.

[1] Le DTS est créé en 1968 afin d'être alloué aux pays membres du FMI pour leur permettre de les échanger contre des devises lorsqu'ils connaissent des difficultés de financement de leurs déficits extérieurs.

Les centres financiers et bancaires internationaux

Londres, New York, Tokyo, Paris,... sont des centres financiers importants qui, liés par des communications étroites (autoroutes de l'information), permettent aux nations, aux firmes multinationales et à l'économie mondiale de fonctionner 24 heures sur 24 au service des populations.

les pays tentent de garder un taux de change très bas, afin de favoriser les X.

le \$ américain, l'Euro et le yen qui sont en compétition.

Une baisse de monnaie a des conséquences néfastes.

- la Chine pourrait être confrontée à une surchauffe économique
- les États-Unis → inflation car elle cause des prêts exportés
- l'Europe

Par exemple, le transfert massif des fonds nécessaires au paiement du pétrole et l'investissement consécutif des recettes pétrolières ont exigé une bonne dose de recyclage financier par l'intermédiaire du système monétaire, bancaire et financier international qui constitue un vaste réseau complexe et efficace de transfert des capitaux (pétrodollars, eurodollars).

La Guerre des monnaies

Les grands pays industrialisés « s'affrontent » à coup de dévaluations compétitives : plus leur monnaie baisse, plus cela aide les exportations et, sur leur marché, plus cela freine les importations de produits étrangers au profit de produits concurrentiels nationaux.

La « guerre » est d'autant plus âpre qu'elle a lieu entre des pays déjà très exportateurs (Chine) et des pays affichant des déficits commerciaux importants (États-Unis, pays européens). Les seconds jugent les premiers peu coopératifs.

Les régimes de change

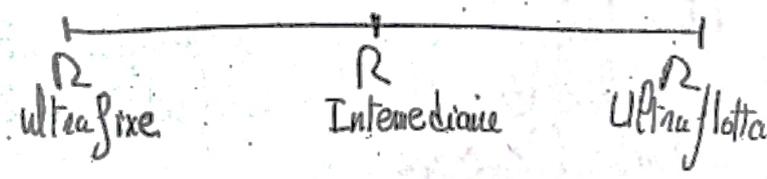
Le choix du régime de change est l'un des facteurs essentiels expliquant les crises financières qui ont secoué les pays émergents durant la seconde moitié du 20^{ème} siècle

- 1991 : crise de l'Argentine
- 1994 : " du Mexic
- 1997 : " l'Asie
- 1997 : " Russie
- 1998 : " Brésil

- Des analyses ont mis en évidence la vulnérabilité des régimes de change intermédiaires, dans les pays ouverts aux flux de capitaux, face aux attaques spéculatives (Kose et Prasad 2004, Fischer 2001, FMI 2000, Bubula et Otter-Robe, 2004).

- Ces analyses suggèrent la disparition des régimes de change « intermédiaires » et la polarisation vers des régimes extrêmes ou ce qu'on appelle « les solution en coin », soit flottement pur soit caisse d'émission ou « dollarisation ». Le développement de zones monétaires régionales est également à l'ordre du jour.

NB : si on veut favoriser la circulation des capitaux faut éliminer les solution en coin

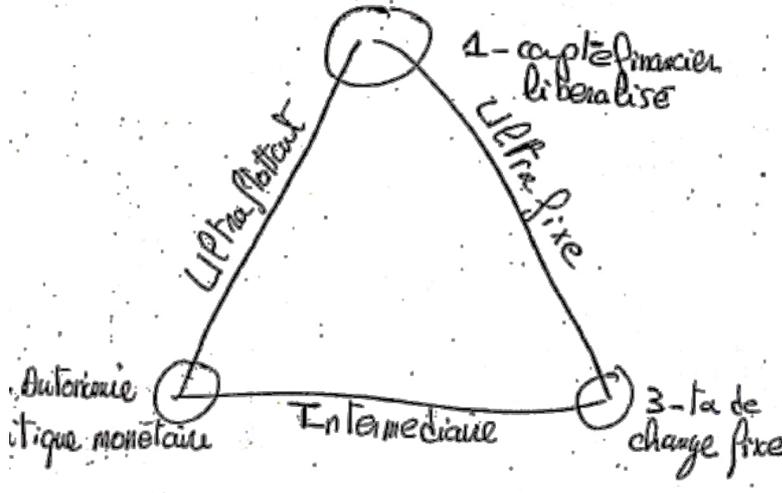


le triangle d'incompatibilité

La crise argentine a influencé la théorie du choix des régimes de change en remettant en cause la théorie bipolaire.

est

La première approche dénonce le comportement des pouvoirs publics argentins (Powell, 2002 et Pou, 2002)



La deuxième approche remet en cause les principes de fonctionnement de la caisse d'émission notamment son manque de flexibilité (Hausmann et Velasco, 2002, Combes et Ponsot, 2004).

• Bien que des économistes pensent aujourd'hui qu'un assouplissement du régime de change aiderait les pays en voie de développement à faire face aux chocs extérieurs, à réduire le risque de crise bancaire et à contribuer à la stabilité financière.

• D'autres leur suggèrent de maintenir un régime de change intermédiaire pour deux raisons. D'une part parce que la volatilité excessive des taux de change nominal a des répercussions négatives sur l'investissement et la croissance et d'autre part parce que le régime de change flottant exige que des conditions soient réunies avant son instauration.

• Parmi ces conditions on peut citer l'indépendance de la banque centrale et la redéfinition d'un cadre de politique monétaire permettant le choix d'un ancrage nominal qui remplacerait le taux de change (Jbili et Kramarenko, 2003).

• D'un autre coté, selon Raybaut et Torre (2004), les systèmes de changes fixes n'ont pas disparu avec l'ouverture des économies. Ces régimes sont adoptés par les partenaires commerciaux des unions monétaires, les petits pays en dépendance (Panama, par exemple), les pays en transition (la Bulgarie, par exemple) ou les pays en stratégie de niche (Hong-Kong par exemple).

Définition d'un régime de change et ses différents types

- Enfin, d'autres économistes confirment que le choix du régime de change dépend des conditions, des politiques et des objectifs de chaque pays (Frankel (1999) et Mussa et Al. (2000), Husain (2006)).

- Un régime de change est l'ensemble des règles qui déterminent l'intervention des pouvoirs publics sur le marché de change, et donc l'évolution du taux de change.

Prime de risque

- risque de change (dévaluation de monnaie mène à une perte de confiance de convertibilité)
- risque de pays (stabilité politique)

Instauré dans 8 pays :

Régimes Ultra fixe :

- Union monétaire : les membres de l'union monétaire abandonnent leur monnaie nationale pour adopter une monnaie unique.
- Dollarisation officielle : c'est le processus de remplacement, par le dollar des Etats Unis ou une autre devise, des monnaies nationales préexistantes en tant qu'unité de fixation du prix des biens, d'instruments de paiement et de détention de l'épargne. Dans le cas de l'euro, on parle d'euroisation.
- Caisse d'émission : sous une caisse d'émission, la monnaie est rattachée par définition à une devise, totalement convertible et la base monétaire est gagée au moins à 100 % sur l'or et les réserves de change.

conditions de la prime de change

- convertibilité totale
- base monétaire 100% des réserves de change au moins.

Δ si n'est pas convertible, on ne peut pas le changer sans contraintes

Flottement pur (ou libre) : sous ce régime de change, c'est le marché qui détermine le taux de change.

- Autre régime de change fixe : les autorités monétaires fixent leur monnaie par rapport à une autre monnaie ou à un panier de devise.
- Taux de change à l'intérieur d'une bande horizontale : la valeur de la monnaie fluctue à l'intérieur d'une bande ou autour d'un taux de change central avec des marges de variation de plus ou moins 1 %.
- Parité glissante : le taux de change est en principe fixe, mais la parité de référence est modifiée régulièrement selon des paramètres prédéterminés ou de manière plus discrétionnaire afin de compenser, au moins partiellement, les écarts d'inflation avec le pays d'ancrage.
- Flottement dirigé sans annonce préalable de la trajectoire du taux de change : les taux de change sont flottants, mais les autorités monétaires essaient d'influencer le taux de change sans avoir une cible de taux de change.

Avantages

- la crédibilité (les règles sont inscrits dans la constitution)
- la dévaluation de la monnaie est moins probable
- baisse du risque de change

Inconvénients

- rigidité de change

Les investissements

directs à l'étranger (IDE)

$$\left(\begin{array}{l} \text{taux de} \\ \text{change} \end{array} \right) p_e = e \cdot \frac{1}{p^*} \rightarrow \left(\begin{array}{l} \text{prix national} \\ \text{prix étranger} \end{array} \right)$$

ge et

Les investissements directs à l'étranger (IDE)

Les investissements directs à l'étranger peuvent être définis comme l'exportation de capitaux à Long terme dans un autre pays.

L'investissement en portefeuille

Achat de parts ou d'actions et d'obligations ou autre formes de titres de sociétés étrangères et des États étrangers (Trésor) dans une optique de rentabilité et de fructification du capital financier.

12. Les firmes multinationales (FMN) ou firmes transnationales (FTN)

Se dit d'une grande entreprise d'origine nationale qui exerce ses activités productives dans plusieurs pays du monde.

L'investissement en portefeuille

11. Délocalisations industrielles

Ce sont des pratiques des entreprises consistant à fermer une usine sur le territoire nationale pour en ouvrir une autre à l'étranger.

13. Le boycott commercial

Le boycott ou boycottage est le refus systématique de consommer les produits ou services d'une entreprise ou d'une nation. Il peut aussi s'agir d'un boycott d'élections ou d'événements.

Le boycott commercial correspond au refus d'entretenir des relations économiques avec un pays afin d'exercer des pressions.

embargo vs boycott
IDE vs investen portefeuille

20. La balance des paiements
enregistre de manière
classificatoire déterminée
les interventions

14. L'embargo économique

L'embargo économique représente une interdiction d'exportation formulée pour des raisons stratégiques. C'est une arme économique que détiennent les grandes puissances et des organismes internationaux destinée à infliger de lourdes pertes économiques au pays concerné.

15. Le commerce intra-branche (intérieur)

Ce type de commerce regroupe les échanges de produits similaires appartenant à une même branche.

PK le roi a annulé sa
visite à dakar ?

⇒

16. Le commerce inter-branche (entre)

Il s'agit du commerce portant sur des échanges de produits différents qui appartiennent à des branches différentes.

17. Le commerce intra-firme ou le commerce captif

C'est l'ensemble des échanges entre la firme maison mère et ses filiales implantées à l'étranger.

L'optimisation fiscale

18. La différenciation des produits

En vue de contourner la concurrence intra-branche, les entreprises appartenant à la même branche d'activité différencient leurs produits qui sont à la base des produits similaires.

19. Les zones franches

Ce sont des enclaves délimitées géographiquement et dotées d'un statut à durée limitée, qui se caractérisent par l'absence de droits de douane et de contrôle à l'importation.

20. La balance des paiements

La balance des paiements est un état statistique qui enregistre de manière systématique et selon une classification déterminée, tous les flux économiques et financiers intervenus pendant une période donnée entre les résidents et les non-résidents d'une économie. A l'instar des autres pays membres, le Maroc établit la balance des paiements selon la méthodologie du Manuel du Fonds Monétaire International. Celui-ci est régulièrement mis à jour par le FMI en vue de permettre à la balance des paiements de tenir compte de l'évolution des transactions internationales.

La Position Financière Extérieure Globale (PFEG)

- L'établissement de la Position Financière Extérieure Globale vise à répondre aux besoins d'informations exprimés tant par les pouvoirs publics, les opérateurs économiques que par les organismes internationaux au sujet de la situation de l'économie marocaine en termes d'avoirs et d'engagements vis-à-vis du reste du monde. La Position Financière Extérieure Globale constitue par ailleurs, un indicateur macroéconomique pertinent qui fait l'objet d'un suivi particulier de la part des bailleurs de fonds étrangers et des analystes économiques et financiers.

La Chine accorde des crédits aux américains pour acheter ses propres pdts.

- La Position Financière Extérieure Globale (PFEG) est un état statistique qui retrace à une date déterminée, le stock des avoirs et engagements financiers d'une économie vis-à-vis de l'extérieur. En général, la Position Financière Extérieure Globale est établie selon une périodicité annuelle.

- Depuis la mise en œuvre du MBPS, la Position Financière Extérieure Globale est érigée en tant que compte extérieur d'une économie au même titre que la Balance des Paiements.

- Le Maroc est l'un des premiers pays en développement à établir sa Position Financière Extérieure Globale. Selon l'office de change marocaine « Cet effort traduit la volonté des autorités monétaires et financières de favoriser la transparence vis-à-vis des marchés financiers internationaux et des investisseurs étrangers. La PFEG contribue également à l'amélioration des conditions d'accès des opérateurs nationaux auxdits marchés ».

la communauté économique européenne créée le 25/3/1968
Mais l'union douanière a été réalisée en 1968.

L'USA a été créée pr faire face à l'URSS.

- La Balance des Paiements enregistre en termes de flux les transactions réalisées au cours d'une période donnée entre résidents et non-résidents. Elle comporte bien entendu au niveau du compte d'opérations financières, des rubriques retraçant les opérations qui influent sur les avoirs et engagements entre résidents et non-résidents telles les rubriques : Investissements directs, Investissements de portefeuille, Autres Investissements et variation des avoirs de réserve.

- Ces rubriques qui n'enregistrent que les opérations en termes de flux d'une période donnée ne permettent pas d'apprécier la situation d'une économie à l'égard du reste du monde en termes de stock d'engagements et d'avoirs financiers. Il est apparu de ce fait nécessaire de compléter les données de la balance des paiements par la Position Financière Extérieure Globale qui présente la situation, en termes de stocks, des avoirs et engagements.

- La PFEG ne se limite pas à refléter uniquement l'impact des flux financiers enregistrés par la balance des paiements sur le stock des avoirs et engagements extérieurs, elle tient compte également des variations du stock déjà existant provenant d'autres facteurs : appréciations et dépréciations dues aux variations de prix, des cours de change, etc ...

	2001	2002	2003
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	176 561,6	160 285,3	+16 276,3
BIENS	86 389,2	120 127,9	-33 738,7
Marchandises générales	55 788,9	101 568,8	-45 779,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 203,7	18 471,8	+11 731,9
Achats de biens dans les ports	296,6	87,3	+209,3
SERVICES	48 848,1	26 596,4	+21 451,7
Transports	8 601,3	9 445,9	-844,6
Voyages	29 139,2	4 896,6	+24 262,6
Services de communication	2 550,8	215,0	+2 335,8

La Position Financière Extérieure Globale constitue de ce fait, un indicateur économique et un outil indispensable pour l'analyse et le suivi de la stabilité financière d'une économie puisqu'elle permet :

- d'évaluer le degré d'ouverture d'une économie aux flux internationaux de capitaux ;
- de fournir des indications sur le caractère soutenable de sa dette extérieure et de l'ensemble de ses engagements à l'égard du reste du monde.

Services d'assurance	313,1	501,7	-188,6
Réversions et droits de licence	122,5	446,8	-324,3
Autres services aux entreprises	4 419,2	5 462,5	-1 043,3
Services fournis au compte des administrations, pub. N.C.A.*	2 882,0	5 637,9	-2 745,9
REVENUS	4 152,0	12 288,9	-8 136,9
Revenus des investissements privés	102,0	5 327,8	-5 225,8
Revenus des investissements et des emprunts publics	4 050,0	6 961,1	-2 911,1
TRANSFERTS COURANTS	37 972,3	1 272,1	+36 700,2
Publics	1 065,9	484,8	+1 181,1
Privés	36 286,4	787,3	+35 519,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINAN.	19 062,7	26 233,3	-7 166,2
CAPITAL			
Transfert de capital	-	65,9	-65,9
OPERATIONS FINANCIERES	19 062,7	26 167,3	-7 099,4
SECTEUR PRIVE	11 466,1	4 425,4	+7 040,6
Crédits commerciaux	4 245,6	-	+4 245,6
Prêts et investissements	7 220,6	4 425,4	+2 795,0
SECTEUR PUBLIC	7 596,6	21 330,1	-13 970,1
Prêts	7 596,6	21 330,1	-13 970,1
AUTRES	241,5	415,4	-169,9
C- ECART STATISTIQUE	-	2 063,7	-2 063,7
TOTAL	198 628,3	188 499,0	+10 129,3
(*) N.C.A. / non classés ailleurs			

Institutions restructurant les relations internationales

1) La Société des Nations

La Société des Nations

(SdN) était une organisation internationale introduite par le traité de Versailles en 1919, lui-même élaboré au cours de la Conférence de paix de Paris (1919), dans le but de conserver la paix en Europe après la Première Guerre mondiale. Les objectifs de la SdN comportaient le désarmement, la prévention des guerres au travers du principe de sécurité collective, la résolution des conflits par la négociation et l'amélioration globale de la qualité de vie.

Paul HYMANS devint le premier Président de la Société des Nations en 1920.

À la suite de la Seconde guerre mondiale, la SDN fut remplacée par l'Organisation des Nations-Unies.

2) L'Organisation des Nations-Unies

L'Organisation des Nations unies (ONU ou encore Nations unies) est une

organisation internationale fondée le 26 Juin 1945 à San Francisco pour résoudre les problèmes internationaux. Elle succède à la Société des Nations (SdN). Elle ne dispose pas de force militaire mais elle peut demander aux États-membres de fournir des contingents pour mettre sur pied des forces de maintien de la paix (les Casques bleus).

Son secrétaire général est actuellement dirigé par BAN KI-MOON, successeur de Kofi ANNAN, depuis janvier 2007

Depuis l'adhésion du Monténégro en 2006, l'ONU compte désormais la quasi totalité des États du monde, soit 192 sur les 195 qu'elle reconnaît

Plusieurs organismes spécialisés de l'ONU sont directement ou indirectement liés à l'économie internationale il s'agit en particulier :

- de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC);
- du Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale qui, bien qu'ayant un statut indépendant (tout comme l'OMC) sont des Institutions Spécialisées de l'ONU et collaborent étroitement avec elle;
- d'autres organismes ont été fondés par l'ONU ultérieurement à sa création comme la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement, (CNUCED) qui joue un rôle important dans la le suivi des Investissements Internationaux et de l'activité des firmes multinationales,
- du Programme des Nations-Unis pour le Développement (PNUD),
- du Programme des Nations-Unis pour l'Environnement (PNUÉ),
- Le Centre du Commerce International (CCI) qui est rattaché à la fois à la CNUCED et à l'OMC.

Voici les cinq principaux objectifs qui sont assignés au FMI :

- assurer la stabilité du système monétaire et financier international, c'est-à-dire le système de paiements et de taux de change qui rend possible le commerce entre pays.
- promouvoir la stabilité économique partout dans le monde,
 - prévenir les crises économiques,
- contribuer à la résolution des crises économiques lorsqu'elles se produisent,
 - promouvoir la croissance et alléger la pauvreté.

Assistance technique : Le FMI offre aux pays membres une assistance technique et une formation — gratuitement dans la plupart des cas — pour les aider à renforcer leur capacité de conception et d'application de politiques efficaces. L'assistance technique porte notamment sur la politique de finances publiques, la politique monétaire et la politique de change, le contrôle et la réglementation du système bancaire et financier, et la production de statistiques.

• **Prêts financiers :** Le FMI est le recours ultime en cas de difficultés de balance des paiements. En prêtant des fonds, le FMI peut donner aux États le temps nécessaire pour régler leurs problèmes de balance des paiements. La contrepartie de ces prêts est l'acceptation de la mise en œuvre d'une politique réaliste conjointement conçue par le pays et les experts du FMI. Les prêts ne sont débloqués qu'à mesure de la mise en œuvre de cette politique. Le FMI s'emploie aussi à réduire la pauvreté dans le monde, que ce soit de façon indépendante ou en collaboration avec la Banque mondiale ou d'autres institutions. Il dispose de fonds spécifiques qu'il peut distribuer sous formes diverses (généralement gratuitement, mais sous certaines conditions).

B - Le Fond Monétaire International

Le Fonds monétaire International (FMI) a été institué en juillet 1944 lors d'une conférence des Nations Unies qui s'est tenue aux États-Unis, à Bretton Woods dans l'État du New Hampshire, conférence à laquelle 45 gouvernements ont participé. Leur but était « d'établir un cadre de coopération économique conçu pour prévenir le retour aux politiques économiques désastreuses qui avaient contribué à la Grande Dépression des années 30 »

Basé à Washington D.C., il est gouverné par ses 185 États membres (7 de moins que l'ONU) devant lesquels il est responsable.

Pour atteindre ces objectifs, il exerce trois fonctions essentielles :

- **Surveillance et information :** Il s'agit de dialoguer régulièrement avec chaque État membre et leurs fournir des conseils de politique économique. Environ tous les ans, les économistes du FMI évaluent de façon approfondie la situation économique de chaque pays. Cette évaluation prend la forme d'un rapport qui ne peut être rendu public qu'avec l'approbation du pays concerné ; La grande majorité des pays jouent le jeu de la transparence et acceptent que ces rapports soient publiés. Ces rapports sont souvent extrêmement utiles et peuvent être téléchargés sur le site Internet du FMI. En plus de ces études détaillées, le FMI publie deux fois par an des rapports de synthèse sur l'économie mondiale, qui sont toujours très attendus et commentés par la presse économique spécialisée. Il s'agit des « Perspectives de l'économie mondiale » et du « Rapport sur la stabilité financière dans le monde ». Il centralise aussi des statistiques macroéconomiques sur les 185 pays membres : PIB, Chômage, Inflation, etc., qui sont librement accessibles via le site Internet du FMI.

C - Le groupe « Banque Mondiale »

La Banque mondiale a été créée en même temps que le FMI, le 1er juillet 1944 à la Conférence de Bretton Woods. Aujourd'hui plus que jamais, c'est une source essentielle d'appui financier et technique pour l'ensemble des pays en développement.

Le « Groupe Banque Mondiale » se compose de 5 organismes distincts que nous allons rapidement évoquer.

• La BIRD et l'IDA contribuent de façon complémentaire à la mission de la Banque Mondiale, qui est de réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie des populations à travers le monde.

• La BIRD s'occupe des pays à revenu intermédiaire et des pays pauvres solvables, alors que l'IDA se consacre aux pays les plus pauvres de la planète. Ces deux organismes accordent des prêts à faible intérêt aux pays en développement (BIRD), ou des crédits gratuits et des dons (IDA) dans des domaines très divers (éducation, santé, infrastructures, communications et autres).

• L'IDA accorde des prêts sans intérêt et des dons aux 81 pays les plus pauvres de la planète (2,5 milliards de personnes environ qui vivent le plus souvent avec moins de 2 dollars par jour). L'IDA apporte aussi une assistance technique pour la mise en œuvre de programmes d'amélioration de la productivité de ces pays, la promotion d'une gouvernance responsable, la création d'un climat propice à l'investissement privé et l'accès des pauvres à l'éducation et aux soins de santé

- 1) La Banque Mondiale proprement dite
- La Banque Mondiale se subdivise en deux organismes. Ces deux organismes sont :
- La Banque Internationale pour la reconstruction, et le développement (BIRD)
- L'Association Internationale de développement (IDA).

• La banque mondiale fournit également de nombreuses publications et statistiques parmi les quelles il convient de mentionner le Rapport Annuel sur le développement dans le Monde 2008 et le rapport Doing Business in 2008 qui propose de classer les pays sur la base de différents critères d'attractivité pour les investisseurs privés et/ou étrangers (<http://www.doingbusiness.org/>)

2) SFI, MIGA et ICSID

Trois autres institutions qui œuvrent de concert avec la banque mondiale et qui forment avec elle le groupe « Banque Mondiale »

a) La Société Financière Internationale (SFI)

La SFI est un organisme qui se consacre au secteur privé. Son but est de favoriser la croissance économique dans les pays en développement en aidant le secteur privé de ces pays. Elle injecte des capitaux et fournit des prêts à faible taux dans les projets de ses clients, qui sont des entrepreneurs des pays pauvres n'ayant pas accès aux marchés des capitaux des pays développés. La SFI fournit également sa caution à certains projets proposés par le secteur privé de ces pays, ce qui leur permet d'obtenir plus facilement d'autres financements.

b) L'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA)

La MIGA est chargée de gérer les préoccupations des investisseurs vers les pays en développement afin de favoriser ces investissements qui sont un facteur très important de croissance. La MIGA fournit aux investisseurs des assurances contre divers risques liés aux investissements dans ces pays (risques politiques, risque d'expropriation, risques liés à l'inconvertibilité de certaines monnaies, etc.). La MIGA sert également de médiateur dans les différends relatifs aux investissements étrangers.

c) Le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements

La principale mission de l'ICSID (International Centre for Settlement of Investment Disputes) est la médiation dans le règlement des différends qui peuvent opposer des investisseurs privés étrangers et un Etat. L'ICSID a également des activités de recherche et de publication dans les domaines du règlement des différends et du droit relatif à l'investissement étranger.

Dispense une assistance technique adaptée aux besoins des pays en développement, une attention particulière étant accordée à ceux des pays les moins avancés et des pays en transition. S'il y a lieu, la CNUCED coopère avec d'autres organisations et avec les pays donateurs pour la prestation de l'assistance technique.

D - La Conférence des Nations-Unes pour le Commerce et le Développement

- La CNUCED a été créée en 1964, sous l'égide de l'ONU, avec pour objectif d'intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale. La CNUCED :
 - Est un lieu de débats intergouvernementaux, alimentés par des rapports d'experts.
 - Réalise un important travail d'analyse et de recherche en matière de développement, et de suivi des investissements internationaux et de l'activité des multinationales.
 - Son rapport annuel sur l'investissement dans le monde, généralement publié en octobre de chaque année, est une mine d'information qui fait autorité en la matière. La première partie et l'annexe de ce rapport sont consacrées à la production et à l'analyse de chiffres. La seconde partie change chaque année et est consacrée à l'étude approfondie d'un thème particulier.

E - L'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)

- L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), est une organisation internationale d'études économiques, dont les pays membres, principalement des pays développés, ont en commun un système de gouvernement démocratique et une économie de marché.
- L'OCDE a succédé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) qui a existé de 1948 à 1960 et qui a joué un rôle important dans l'exécution du plan Marshall.

Rappel sur le plan MARSHALL : le 5 juin 1947, dans un discours à l'université Harvard, le secrétaire d'Etat américain George MARSHALL (1880-1959) a défini un programme pour la reconstruction de l'Europe qui allait rapidement être connu sous l'appellation de « plan MARSHALL ». L'idée de base du plan MARSHALL est très simple : face à la misère et aux destructions laissées en Europe par la seconde guerre mondiale, il s'agit d'aider les pays qui n'ont pas opté pour l'allégeance à l'Union soviétique à opérer un redressement économique, gage de stabilité et de paix.

- L'aide Marshall se concrétisa par des distributions de crédits pour permettre aux pays bénéficiaires de payer les importations nécessaires en provenance des Etats-Unis.
- Quoiqu'unique dans l'histoire, ce mécanisme reste un modèle de coopération internationale efficace et mutuellement profitable. Elle a permis l'expansion du commerce international et favorisé la constitution de l'Union Européenne. Pendant quatre ans, de 1948 à 1951, les Etats-Unis ont apporté 14 milliards de dollars d'aide à la France, l'Italie, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Allemagne et à douze autres pays.
- Tous les grands secteurs économiques en ont bénéficié : énergie, sidérurgie, travaux publics et transports.

- En 2008, l'OCDE compte 30 pays membres; elle regroupe plusieurs centaines d'experts dans ses centres de recherche, à Paris (le siège est au Château de la Muette) et publie fréquemment des études économiques — analyses, prévisions et recommandations de politique économique — et des statistiques, principalement concernant ses pays membres.
- S'agissant d'économie internationale, l'OCDE publie notamment des statistiques sur le commerce international et joue un rôle actif dans la publication de directives visant à réguler l'activité des entreprises multinationales

- Il a été décidé d'ouvrir en mai 2007 les négociations avec cinq autres pays (le Chili, l'Estonie, Israël, la Fédération de Russie et la Slovaquie), en vue de leur adhésion à l'OCDE,
- et de renforcer la coopération de l'OCDE avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie, dans le cadre de programmes d'engagement renforcé en vue de leur adhésion éventuelle.
- A plus longue échéance l'OCDE envisage son élargissement vers les pays de l'Asie du Sud-est.
- Son secrétaire actuel est Monsieur Angel GURRIA (depuis juin 2006).

F - L'Organisation Mondiale du Commerce

- L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les 153 pays qui en font partie (il faut y ajouter ensuite les pays qui sont candidats à l'accession, qui ont généralement le statut d'observateur [à l'exception du Saint-Siège qui a un statut d'observateur sans être candidat]).
- L'OMC a succédé au GATT en 1995, à la suite des Accords négociés et signés à Marrakech, au terme d'un cycle de négociation dit « Uruguay Round [1986-1994] » par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs parlements. Le but principal de l'OMC est d'aider, les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs activités par la réduction d'obstacles au libre-échange.

- Le siège de l'OMC est à Genève
- GATT: General Agreement on Tariffs and Trade.
- La signature de l'accord eut lieu le 30 octobre 1947 et le GATT entra en vigueur le 1er janvier 1948. Son siège fut fixé à Genève en Suisse (23 pays).

Les 60 ans années d'existence du GATT/OMC peuvent se diviser en 4 périodes,

- 1947-1963: Période de mise en place du GATT et d'expérimentation des procédures de négociation. À partir de 1963, certains problèmes vont apparaître.
- 1963-1979: Le GATT est confronté à deux problèmes spécifiques:
 - D'une part, le problème du protectionnisme non tarifaire
 - et d'autre part le problème du traitement particulier réclamé par les pays en développement (contradictoire avec le principe de la non discrimination).
- 1979-1995: Malgré les difficultés des années 1970, des efforts sont faits pour lancer de nouvelles négociations qui débiteront finalement en 1986 et dureront jusqu'en 1995: c'est le cycle d'Uruguay qui débouchera sur le remplacement du GATT par l'OMC.
- 1995-2008: À la suite de la création de l'OMC, de nouveaux pourparlers ont d'abord échoués (Conférence de Seattle, 1998) puis finalement abouti au lancement d'un nouveau cycle de négociation en 2001: C'est le cycle de DOHA qui est toujours en cours.

Blocs régionaux

- A - L'Union Européenne, prototype du bloc commercial et économique
- Les premières étapes de la construction européenne allaient surtout stimuler le commerce entre pays européens qui ne demandait qu'à reprendre après la reconstruction favorisée par les fonds américains prêtés dans le cadre du plan MARSHALL (1948-1951).
- Le 9 mai 1950, Robert SCHUMAN (1886-1963), ministre français des Affaires étrangères, propose de créer une communauté des ressources de charbon et d'acier, d'abord entre la France et l'Allemagne, puis avec d'autres pays européens.
- Ce plan avait été élaboré par Jean MONNET (1888-1979), homme d'Etat français et également père de la « planification à la française ». Il fut le premier président de la CECA.

copy app usage
hup name support

Aussitôt acceptée, cette proposition allait se concrétiser par la signature le 18 avril 1951, par l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, du Traité de Paris instituant la Communauté du charbon et de l'acier (CECA).

- Le 25 mars 1957, six pays (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas) signent le Traité de Rome qui crée la Communauté économique européenne (CEE ou Marché commun).
- Mais ce n'est qu'en 1968 que l'Union douanière est réalisée entre les six pays.

- En 1973, Royaume-Uni, Irlande et le Danemark, ont adhéré à l'UE (qui n'était encore que la CEE).
- En 1981, La Grèce rejoint la CEE.
- En 1986, le Portugal et l'Espagne adhèrent à la CEE.
- L'Union européenne (UE) est une union intergouvernementale et supranationale composée de 27 États. C'est une confédération d'États née le 7 février 1992, lors de la signature du traité sur l'Union européenne à Maastricht entre les douze États membres de la Communauté économique européenne (CEE)
- Puis, en 1995 ce furent l'Autriche, la Suède et la Finlande adhérent à l'UE.
- En 1994, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège ont formé avec l'UE un Espace Economique Européen, accord de libre-échange qui recouvre une bonne part des accords entre pays membres de l'UE (à l'exception de la Suisse).

X Chapitre 1. Les théories de l'échange international

Les théories de l'échange international sont fondées sur la doctrine de libre échange, doctrine économique fondée sur le principe de laisser passer. Le libre échange prône la liberté de circulation des biens, des services et des capitaux entre ^{traditionnelles} les pays. Historiquement, trois théories dominent l'essentiel de la littérature sur l'échange international. Il s'agit de la loi des avantages absolus de Smith, la loi des avantages comparatifs et le théorème néo-classique HOS (Heckscher, Ohlin et Samuelson).

1. Échange international et l'avantage absolu de Smith
Pour Smith (1723-1790), le commerce international est profitable à chaque nation ; il conduit à la division internationale du travail. Sous l'effet de la concurrence, chaque nation doit se spécialiser dans les productions pour lesquelles détient un avantage absolu par rapport à d'autres nations. Cela veut dire qu'elle doit se spécialiser dans la fabrication des produits qui ont un coût de production plus faible en valeur absolue par rapport au coût de production du reste de monde.

En d'autres termes, lorsqu'un pays est plus productif que son partenaire pour produire un bien et moins productif que son partenaire pour produire l'autre bien, on dit que chaque partenaire possède un avantage absolu.

Pour illustrer la notion de l'avantage absolu, l'exemple numérique proposé dans le tableau suivant :

facteur T

- Système monétaire fin intern
- Investissements
- Blocs régionaux
- Théories

	Angleterre	Portugal
Agriculture 1 unité du Vin	$a = 100 \text{ H.T}$	$a^* = 60 \text{ H.T}$
Textile 1 unité du Drap	$b = 80 \text{ H.T}$	$b^* = 100 \text{ H.T}$

(réservé pour les pays développés car il demandait plus de technologie)

Si un pays a un avantage absolu dans tous les biens, on aura pas d'échange.
 Limite de T de Smith : freiner l'échange car l'un des pays n'aura rien à offrir.

	Angleterre	Portugal
1 unité du Vin	$a = 120 \text{ H.T}$	$a^* = 80 \text{ H.T}$
1 unité du Drap	$b = 100 \text{ H.T}$	$b^* = 90 \text{ H.T}$

Comment on va répartir le gain ?
 la répartition des gains se fait à base des prix, et les prix c'est le résultat
 en économie tous les hommes ont des besoins

2. La loi des avantages comparatifs de Ricardo
 Ricardo (1772-1823) a écrit ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* à un moment où s'instaura un débat animé entre partisans du libre-échange (ouverture des frontières, suppression du droit de douane) et partisans du protectionnisme. Malthus, défendant les intérêts des propriétaires fonciers, se prononce en faveur du maintien des droits de douane, qui protège le blé anglais. Ricardo, au contraire, est un farouche partisan du libre-échange qui sert les intérêts de l'industrie et de la bourgeoisie commerçante.
 Dans la théorie ricardienne, le libre échange tire essentiellement son importance du fait qu'il est une compensation à la décroissance des rendements de l'agriculture. Pour Ricardo, le libre échange était une politique qui convenait à une nation manufacturière avancée qui cherchait à importer du blé bon marché pour faire le pain de ses travailleurs et des matières premières pour son industrie auprès de pays agricoles arriérés.
 Reprenons l'exemple du vin et du drap que peuvent produire le Portugal et l'Angleterre.

Ricardo supposait que le Portugal pouvait produire une quantité donnée de vin avec 80 heures du travail (tous les autres moyens de production sont laissés de côté) et une quantité donnée de toile avec 90 heures de travail. Par ailleurs, l'Angleterre avait besoin de 120 heures du travail pour produire la même quantité de vin et de 100 heures du travail pour produire la même quantité de toile. Au Portugal, le vin s'échangera contre la toile à un taux de $80/90 = 0,88$; en Angleterre une unité de vin permettra d'acheter $120/100 = 1,2$ unités de toile. Il est manifestement avantageux pour le Portugal d'exporter du vin en Angleterre tant qu'une unité de vin peut être échangée en Angleterre pour plus de 0,88 unités de toile. De même, il est avantageux pour l'Angleterre d'exporter de la toile s'il faut céder moins de 1,2 unités de toile contre une unité de vin. Ainsi, la théorie des avantages comparatifs fixe les limites supérieures et inférieures à l'intérieur desquelles l'échange peut se faire entre pays à leur avantage réciproque. Ricardo supposait que le vin s'échangerait contre la toile aux taux de 1 pour 1.

Ainsi, grâce au libre-échange, le Portugal obtenait de la toile pour 80 heures de travail alors qu'elle aurait exigé 90 heures du travail pour être produite dans le pays. Avant l'échange, il fallait $80 + 90 + 120 + 100 = 390$ heures du travail pour que l'Angleterre et le Portugal produisent tous deux une unité de vin et une unité de toile. Après l'échange, ces quatre unités n'exigeraient que $80 + 80 + 100 + 100 = 360$ heures du travail. Le gain de l'échange se monte à 30 heures de travail, et se répartit entre les deux pays en fonction du point où le rapport de troc entre le vin et la toile se situe entre les limites supérieure et inférieure, point qui dépend à son tour de l'allure de la demande dans les deux pays. Ricardo avait négligé cet aspect du problème.

PK le franc veut reformer son système de change
 PK y'a-t-il une guerre de monnaie ?
 L'intégration du Naia à la CEEAO

Le modèle HOS reprend la notion ricardienne d'avantage comparatif tout en essayant de l'approfondir. Dans le modèle de Ricardo, l'avantage comparatif est une donnée exogène. Il est déterminé par la comparaison des productivités relatives du travail, elles mêmes données par des coefficients constants. Mais la raison pour laquelle les coefficients diffèrent, entre les pays, n'est pas explicitée. Dans le modèle HOS, en revanche, ces coefficients sont déterminés à l'équilibre et leur valeur à l'équilibre dépend des dotations en facteurs de production et de la technologie de chaque pays.

3. Le théorème HOS (Heckscher, Ohlin, Samuelson)
 Le théorème de Heckscher, Ohlin et Samuelson affirme qu'un pays tendra à exporter la marchandise dont la production fait relativement plus appel au facteur relativement plus abondant dans ce pays. Le théorème suppose que les pays disposent de quantités différentes des divers facteurs de production que sont la terre, la main-d'œuvre et le capital, mais qu'ils ont la même fonction de production (la même technologie).

exp : Plus de K en Angleterre -
 on suppose qu'à long terme, la tech. technologie disponible s'impose par dans le monde.

dans les T. modernes on prend en considération le classement du « Recherche et développement » puisque la notion de la compétitivité dynamique, le pays qui investit le plus dans la technologie s'impose par ~~recherche en commerce international~~ ~~car la meilleur tech. finira par~~ s'imposer dans le marché interne

Portugal + de main d'œuvre que l'Angleterre

Théorie : Traditionnelle (classiques néoclassique) compétitivité statique
 * Qd on a le m^{ême} savoir-faire dans les 2 pays ce qui marque la compétitivité de l'un d'eux est de salaire.
 * les pays les mieux classés sont les pays qui investissent dans le domaine de la